

GALERON Arthur

Studikonferenz 20.Juli 1944

Der 20.Juli 1944: ein blinder Fleck in der französischen Geschichtsschreibung?

Le 20 juillet 1944 : un angle mort dans l'historiographie française ?

« Es ist keine Übertreibung, wenn festgestellt wird, dass im Frankreich der Nachkriegsjahre die Wörter „deutsch“ und „Widerstand“ als inkompatibel empfunden wurden« Dr. Hanne Stinshoff, Uni Giessen.

Bonjour à toutes et à tous,

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je tiens à exprimer ma sincère gratitude à Madame Le Bouëdec pour m'avoir proposé de participer à ce projet consacré à l'historiographie française du 20 juillet 1944. Merci également à Monsieur Kißener pour l'organisation de cette journée d'étude, qui nous permet de revisiter collectivement un épisode marquant mais encore peu exploré de l'histoire européenne.

La journée a déjà permis d'éclairer l'événement sous divers angles : religieux, militaires, parisiens. Pour ma part, je vous propose d'examiner la manière dont la conjuration du 20 juillet 1944 a été reçue, traitée et interprétée par l'historiographie française, avec une attention particulière portée à ce qu'il s'est joué à Paris ce jour-là, et comment ce théâtre spécifique a, ou non, trouvé sa place dans la production historique française.

Car si le 20 juillet est d'abord un événement allemand, Paris n'est pas en reste : ville occupée, nœud stratégique de l'organisation militaire allemande, elle est, ce jour-là, pleinement impliquée dans la tentative de coup d'État contre Hitler. Pourtant, cet épisode reste peu connu et encore moins reconnu dans l'historiographie française. La production sur ce sujet est rareté, récente, et bien souvent portée par des auteurs allemands ou anglo-saxons.

Il faut dire que l'idée même d'une résistance allemande au nazisme, qui plus est militaire, reste encore contre-intuitive pour beaucoup de Français. En 2009, Peter Steinbach rappelait d'ailleurs que, vue de France, cette conjuration avait toujours « quelque chose de suspect. Ce n'est pas une vraie résistance ». L'image de l'Allemand résistant peine à s'imposer face à la figure bien plus installée de l'Allemand nazi ou collabo.

Il y a là un problème d'imaginaire collectif, comme le note Mathias Delori :

« Le fait de reconnaître que des Allemands ont résisté au nazisme pose problème à la mémoire collective française car cela revient à penser que l'ennemi avait aussi un visage humain. »

De fait, le 20 juillet reste un angle mort historiographique en France, longtemps négligé ou mis à distance. Pourquoi ? Peut-être parce que la mémoire française reste structurée par la binarité du résistant et du collabo, du Français patriote contre l'Allemand occupant. Dans cette lecture, il n'y a pas de place pour un Allemand résistant.

J'aimerais donc, avec vous, revenir sur les grandes étapes de cette construction historiographique, en la divisant en trois temps :

1. L'après-guerre immédiat, marqué par une réception confuse et souvent méfiante.
2. Les années 1960 à 1980, qui voient l'événement sombrer dans un oubli presque complet.
3. Les années 1980 à aujourd'hui, qui dessinent les contours d'une réappropriation partielle, mais encore fragile.

I. L'après-guerre : réception confuse et suspicion

Dans les jours qui suivent l'attentat manqué contre Hitler, les journaux de la Résistance française témoignent de l'effervescence suscitée par cet acte audacieux. L'une des formules les plus parlantes reste celle d'un journal clandestin : « Petite clique, grande secousse. » Elle exprime bien l'idée que l'événement, bien que mené par une minorité, aurait pu bouleverser l'ordre nazi.

Mais très rapidement, d'autres voix, plus sceptiques, se font entendre. Ainsi, dans *Les Volontaires de la Liberté*, journal étudiant résistant, on peut lire : « Le peuple allemand, par son acceptation du régime national-socialiste et de son idéologie guerrière, doit être considéré comme collectivement responsable. » D'autres articles fustigent ce qu'ils appellent un « lavage de chemise brune en famille ».

On est donc face à un double discours : une reconnaissance de l'événement comme moment important, mais aussi une suspicion profonde sur les motivations des conjurés. Cette ambivalence se retrouve dans la littérature historique de l'époque.

Dans *L'Europe et le péril allemand* (1945), Joseph Calmette ne consacre que quelques lignes à l'attentat. Il l'évoque, en passant, dans un chapitre sur la chute du nazisme, mais sans jamais parler de « résistance ». La catégorie même est refusée aux acteurs du 20 juillet.

Pourtant, quelques exceptions apparaissent. En 1948, Maxime Maurin publie *Les complots contre Hitler*, l'un des rares ouvrages français à aborder la conjuration en détail à cette époque. Il faut aussi noter le témoignage d'Henri Frenay, chef du mouvement Combat, qui évoque dans ses mémoires une rencontre avec le général von Stülpnagel à Paris avant le complot. Mais ces voix sont rares.

Un facteur important est que les Français tentent de calquer leur propre grille de lecture de la Résistance sur le cas allemand. La tendance dominante est de calquer la lecture de la résistance allemande sur les modèles français : d'un côté, la Résistance gaulliste ; de l'autre, la Résistance

communiste. La conjuration du 20 juillet, ni tout à fait militaire, ni populaire, semble inclassable. Cette difficulté à la ranger dans des cases politiques connues explique en partie son rejet ou sa mise à l'écart.

Nadine Willmann le résume très justement dans *La représentation française de la résistance allemande au nazisme* :

« Tandis que la résistance allemande se tourna dès le départ contre son propre gouvernement, s'attirant durablement l'accusation de trahison [...], résister signifiait en France lutter pour libérer la patrie de l'oppresseur étranger. »
Autrement dit, dans la logique française, résister, c'est combattre un ennemi extérieur. Comment, dès lors, concevoir comme « résistants » ceux qui, au fond, s'opposaient à leurs propres supérieurs, dans un cadre intraétatique, au sein même de l'administration militaire allemande ?

De plus, le 20 juillet apparaît comme une initiative venue d'en haut, menée par une aristocratie militaire souvent compromise avec le régime. Cela renforce les soupçons d'opportunisme. Le doute s'installe : et si cette résistance n'était qu'un sursaut de dernière minute pour sauver l'honneur ?

II. Les années 1960–1980 : l'effacement

À partir des années 1960, la mémoire française du 20 juillet s'estompe presque complètement. L'événement devient un non-sujet historiographique, éclipsé par d'autres priorités, notamment la Résistance intérieure française, la guerre d'Algérie ou les débats mémoriels sur Vichy.

Quelques auteurs maintiennent de l'intérêt. En 1962, Paul Berben publie *L'attentat contre Hitler*. En 1965, Maurice Beaumont signe *La grande conjuration contre Hitler*. Mais ces ouvrages, assez factuels, peinent à susciter un débat historiographique en France.

L'une des œuvres majeures de l'époque reste celle de Gilbert Badia, historien communiste, auteur d'une Histoire de l'Allemagne contemporaine. Dans la première édition de 1962, il est très critique envers les conjurés du 20 juillet, qu'il décrit comme une « arrogance de caste ». Il insiste sur le fait que nombre d'entre eux ont servi loyalement le régime nazi avant de se retourner contre lui, non par convictions humanistes, mais par calcul stratégique.

Il écrit :

« Le 20 juillet est l'œuvre de militaires liés à l'ancien régime, qui ont longtemps soutenu Hitler avant de se retourner contre lui lorsque la guerre était perdue. »

Dans un contexte marqué par la Guerre froide, cette grille de lecture marxiste domine. Les officiers sont vus comme des conservateurs cherchant à sauver leurs privilèges, non comme des résistants sincères. De surcroît, les chercheurs français puisent souvent dans les archives de RDA, où cette lecture est renforcée.

Dans les manuels scolaires français, le 20 juillet est tout simplement absent. On enseigne la Résistance française, parfois la Rose Blanche, mais jamais Stauffenberg. Le nom même reste inconnu du public jusqu'au milieu des années 1980.

III. Depuis les années 1980 : une lente réappropriation

C'est seulement à la faveur de la réunification allemande, du renouvellement des études sur la Seconde Guerre mondiale et l'arrivée de nouvelles générations d'historiens, que le 20 juillet réapparaît timidement en France. Le changement de paradigme est aussi géopolitique : la fin de la Guerre froide permet d'envisager de nouvelles formes de mémoire partagée entre Français et Allemands.

Mathias Delori parle d'un basculement vers une mémoire européenne commune, dans laquelle :

« La participation d'Allemands à la Résistance en France devient un symbole d'une identité européenne partagée. »

C'est aussi le moment où le modèle mémoriel évolue, passant d'une vision manichéenne à une compréhension plus nuancée des engagements sous le nazisme.

La première pierre de cette très longue entreprise apparaît en 1980. Gérard Sandoz publie alors *Ces Allemands qui ont défié Hitler*, un des premiers ouvrages français à redonner de la dignité à ces figures. En 1994, à l'occasion du 50^e anniversaire, Pierre Bourget publie dans *Le Monde* un article intitulé :

« Il y a cinquante ans, une conjuration manquée contre Hitler. »

Des expositions suivent, notamment celle du musée Jean Moulin-Général Leclerc entre 2003 et 2004, ou celle consacrée à Stauffenberg en 2010. Dans le champ académique, les thèses

d'Hélène Camarade et de Gaël Eismann viennent renouveler les approches, en s'intéressant aux écrits intimes ou aux lieux stratégiques comme l'hôtel Majestic, QG de la Wehrmacht à Paris.

Les articles de Florent Brayard ou Régis Schlagdenhauffen, permettent d'approfondir les aspects sociaux, politiques et militaires de cette résistance allemande.

En 2014, un numéro de la revue *Allemagne d'aujourd'hui* est entièrement consacré à la résistance allemande au nazisme, avec des contributions sur le 20 juillet et ses ramifications parisiennes.

Le travail reste toutefois inachevé. Le sujet demeure principalement exploré par des spécialistes, germanistes ou historiens passionnés. La mémoire collective française reste encore à distance. On continue de traduire les travaux allemands ou britanniques sur le sujet, preuve que la production proprement française peine à combler les lacunes.

Ainsi, malgré ces avancées, le 20 juillet reste peu enseigné, peu connu, et toujours largement perçu comme une affaire allemande.

Conclusion

Le 20 juillet 1944, tel qu'il est traité par l'historiographie française, est à la fois un objet historique marginalisé et un révélateur des tensions mémorielles franco-allemandes.

Longtemps ignoré, parfois méprisé, il fait aujourd'hui l'objet d'une reconnaissance prudente, grâce au travail de quelques historiens et au rapprochement franco-allemand. Mais le chemin est encore long avant que cette résistance allemande ne soit pleinement intégrée à notre récit historique national.

Car reconnaître le 20 juillet, c'est aussi reconnaître qu'il a existé une Allemagne autre, une Allemagne capable de rompre avec la barbarie, y compris dans les rangs de sa propre armée. Cette reconnaissance s'accompagne alors, en France, d'une reconnaissance de l'implication de l'Etat français dans la collaboration, permettant ainsi de remettre à plat « ce passé qui ne passe pas » comme le disait Jacques Chirac en 1995, brisant le mythe gaulliste du « tous résistants ». Ce n'est pas nier l'horreur du nazisme, c'est complexifier notre mémoire collective, et donc mieux comprendre notre histoire commune.

Je vous remercie de votre attention.